



## Edito

### TOUT AUGMENTE, SAUF LES SALAIRES

Ça c'est vrai ! Tout augmente sauf les salaires, les pensions et les minima sociaux. Les richesses créées par les travailleurs ne cessent d'augmenter et dans le même temps, nous avons de plus en plus de difficultés à finir les fins de mois, voire à les commencer sereinement. Le nombre de travailleurs pauvres ne cesse d'augmenter tandis que certaines situations de dirigeants et de propriétaires, de l'ensemble de la petite et de la grande bourgeoisie, s'améliorent de jour en jour, sur notre dos.

Nous pouvons aisément dire que nous vivons plus mal aujourd'hui que voilà une trentaine d'années. Nous pouvons aisément constater que l'accès à des éléments indispensables à l'existence humaine sont de plus en plus inaccessibles : bien se loger, bien manger, bien se soigner, l'accès à l'énergie, à l'eau, aux loisirs, au travail, etc..., sont devenus des slogans luxueux pour beaucoup de personnes, en activité ou pas, appartenant à notre classe sociale. La feuille de paye, le montant de la pension ou de prestations sociales sont les premiers éléments d'exclusion dans ce pays.

Pour autant, on (ceux qui roulent pour les possédants) nous répète inlassablement que le pauvre en France est moins pauvre que dans certains pays de l'Union Européenne. Ouf ! Ça nous rassure, il y a plus pauvre ailleurs, les pauvres apprécieront. C'est vrai qu'il est sûrement plus facile d'être pauvre dans un pays riche que dans un pays pauvre, et que dire des conditions d'existence d'un pauvre dans un pays pauvre, à comparer à un pauvre dans un pays très pauvre et corrompu ? Ce genre de comparaison sous-entend l'instauration d'un racisme envers ceux qui ont le moins. Il faut être un peu sérieux et qu'on arrête de se foutre de notre gueule.

Comment moins s'appauvrir lorsque vous avez des prix qui ne cessent de s'envoler ? Gaz, timbre, appartements locatifs, légumes, fruits, électricité et carburants risquent bientôt d'être convoités par les groupes de l'industrie du luxe tant il est difficile de pouvoir y accéder. A quand une pomme Vuitton, un

yaourt Gucci, un compteur gaz estampillé Hermès ou une quittance de loyer à l'entête Dior ? Les stations essence auront des vigiles à l'entrée comme sur la place Vendôme ou sur les Champs Elysées. Ce mode économique est complétement fou et totalement corrompu lui aussi, totalement anti-social.

La pauvreté ne touche malheureusement pas que bon nombre d'entre nous. Nous allons être impactés de plein fouet par ce fléau. Quand je dis "nous", je parle de notre organisation, notre CGT. La mise en place généralisée du Conseil Social d'Entreprise dans les boîtes va réduire considérablement le nombre d'élus(e)s ainsi que les moyens en temps. Le patronat en rêvait, Macron l'a fait. Macron n'a pas besoin du politique traditionnel, il n'a pas besoin non plus du syndicalisme, sauf de celui qui s'inscrit dans l'institutionnel à tous les niveaux. Il a besoin de quelques négociateurs professionnels qui accréditent "le dialogue social", la notion de "partenaires sociaux", de "concertation", de "calendrier et d'agenda social".

Nous sommes confrontés à devoir subir depuis bien trop longtemps. Subir les choix, les desideratas et les injonctions qui vont à l'encontre de l'intérêt général. Subir des décisions qui font que nous n'existons presque plus et qui anéantissent les plus vulnérables. La loi de finances de la Sécurité Sociale et la transformation radicale et profonde des systèmes de retraite nous verraient entrer dans une aire de changement total de notre communauté politique qui fait nation.

Je souhaite bon courage aux camarades cheminot(e)s pour réussir, après ce long conflit, leurs élections professionnelles.

Nous ne devons et ne pouvons plus nous laisser maltraiter de la sorte.

La résistance doit s'organiser, organisons-la sur nos revendications.

Bon courage à toutes et tous mes camarades.

*Sébastien Martineau - Secrétaire Général*

### Sommaire :

#### Editorial :

Tout augmente, sauf les salaires	P. 1
Prises de parole - Rassemblement du 9/10	P. 2 & 3
Prise de parole Syndicat CAF du 9/10	P. 3
Prise de parole au CA de la CAF 08/10	P. 4
Grande Manif Régionale Orléans 24/11	P. 5
Journée d'étude « RETRAITE »	P. 6
Educ' Action : Elections professionnelles	P. 6
Les retraités dans la rue le 18/10	P. 7
Allocution Repas LSR 11/10 par R. Grillon	P. 8



### AGENDA

\*\*\*

**29 NOVEMBRE 2018**

**JOURNÉE D'ETUDE « RETRAITE »**

de 8 h 30 à 17 h 00

Salle Marcel Paul - Gazelec

Rue Louis Mallet à BOURGES

Déposez vos congés éducation auprès des directions  
1 mois avant et informez l'UD de votre participation.

-----

**Comité Général de l'UD**

**les 12 et 13 DECEMBRE 2018**

de 8 h 30 à 17 h 00

Salle Nelson Mandela à ST-GERMAIN du PUY

Déposez vos congés éducation auprès des directions  
1 mois avant et informez l'UD de votre participation.

# PRISE DE PAROLE et MOTION déposée à la Préfecture lors du rassemblement du 9 OCTOBRE 2018

L'intersyndicale départementale CGT, FO, FSU et Solidaires réunie la semaine dernière pour préparer cette journée a fait un constat plus que critique sur les mesures ordonnées par le patronat et orchestrées par Macron et sa cour. La casse de notre vivre ensemble n'a jamais été aussi forte et ce que prévoit le gouvernement devrait définitivement amener un recul de civilisation.

Ce que la CGT disait, lors des manifestations contre les ordonnances et la casse du Code du Travail, se vit aujourd'hui concrètement dans les entreprises, avec les contrats de mission, le salaire au mérite, la polyvalence et l'instauration généralisée de la précarité et des bas salaires. La mise en place des Conseils Sociaux et Economiques en lieu et place des Délégués du Personnel, des Comités d'Entreprises, des Comités d'Hygiène Sécurité et des Conditions de Travail réduit considérablement les droits des travailleurs et leur expression.

Depuis plus de 20 ans, la CGT alerte sur les risques qui pesaient sur l'état et l'avenir de l'hôpital public. Nous avons fait des propositions tant au niveau national que local que personne n'a retenues et nous nous retrouvons devant les situations que nous connaissons tous. Les problèmes des hôpitaux de Vierzon, Bourges, Saint-Amand sont les résultats des politiques exclusivement comptables. Ce gouvernement, comme les précédents, gère l'hôpital comme une entreprise et la santé comme une marchandise. C'est en totale opposition avec ce que nous revendiquons.

La participation à la marche blanche en juin dernier, main dans la main, de celles et ceux qui, dans les conseils de surveillance des hôpitaux, au Parlement, ont voté et votent toujours les baisses de budgets, les fermetures de lits et de services, ainsi que les réductions de personnels, montre le cynisme, l'hypocrisie et la démagogie de la situation dans laquelle nous nous trouvons. Aucune honte pour ces gens-là et nous ne sommes pas dupes, nous avons bien compris que la santé est un sujet politique majeur et que la récupération est de mise. Les actions que mène la CGT, tant au niveau régional que départemental, obligent à des actions contre nature pour certains élus farouchement opposés au maintien et au développement de la santé publique. Ils sont insupportables.

L'Education nationale n'est pas en reste avec les

annonces des suppressions de postes. Et là aussi le cynisme est de mise. Ce serait moins grave puisqu'on supprimerait des postes administratifs. Quelle condescendance et quelle violence pour les personnels visés ! On retrouve le même verbiage lorsqu'il est question des agents des impôts, de la Poste, des agents municipaux et des fonctionnaires territoriaux. C'est le même discours qui est tenu envers les intérimaires, les précaires en CDD, les chômeurs. Il y aurait des individus supérieurs et d'autres de rang inférieur.

Il y aurait des retraités nantis et une jeunesse en manque de tout, des travailleurs qui doivent gagner plus et des retraités qui devraient jouer la solidarité en gagnant moins, des malades qui devraient moins se soigner pour équilibrer les comptes publics et ne pas accroître la dette, des étudiants pour qui le choix de leur scolarité ne leur appartient que s'ils ont une bonne souche sociale, et l'accès aux services publics ne pourra être possible que si on se

trouve dans une métropole. Voilà la vision sociale du DRH Macron dans l'entreprise France.

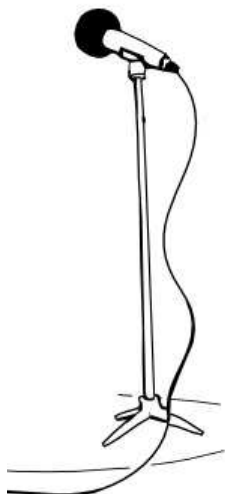
Cette CSG, dont il faut obtenir l'abrogation, parce qu'elle détruit la Sécurité Sociale et pénalise les salariés comme les retraités, est la variable d'ajustement des impôts sans le dire. Les retraités savent de quoi on parle et ils ont décidé d'appeler à un grand rassemblement le jeudi 18 octobre devant l'ancienne Maison de la Culture, juste à côté.

Et que dire de la casse de nos systèmes de retraite à venir sous un pseudo-prétexte de complexité et dont une simplification s'imposerait. Le fond est plus inquiétant que ça et c'est la retraite par points qui veut nous être imposée et accolée à la capitalisation et les fonds de pension. En plus, il faudrait travailler 1 an de plus.

Macron a pour mission d'en finir avec la Sécurité Sociale et notre modèle social en général. Il veut nous imposer un modèle social et économique à l'anglo-saxonne qui génère individualisme et compétition dans un système capitaliste débridé.

Nous ne pouvons pas laisser faire une telle régression sociétale. A partir de nos réalités de travail et de vie, il faut convaincre qu'un autre modèle, un autre système est possible et réalisable autour de nos revendications.

Il est nécessaire et urgent d'augmenter les salaires, les pensions et les minima sociaux massivement



avec un premier palier à 2.000 € bruts sans diplôme, et sans condition pour les retraités et les chômeurs.

Il est urgent de réindustrialiser les productions dans le pays et notre département et retrouver les savoir-faire. Il n'est plus acceptable de laisser partir nos productions comme cela risque d'être le cas pour l'usine Rosières qui devrait passer sous pavillon chinois.

Il est indispensable d'avoir un accueil pour la santé 100 % public, de proximité et réparti sur tous les territoires.

Il est primordial de recréer des services publics de proximité avec des fonctionnaires sous statuts garantissant la neutralité et la continuité de service.

Enfin, il est incontournable de créer une Sécurité Sociale qui assurerait 100 % des prestations de toutes les branches, incluant le chômage. Il faut en finir avec la CSG et augmenter les taux de cotisations.

La liste est longue mais cela vaut le coup de discuter de ces propositions tant elles sont porteuses d'espoir et de transformation radicalement sociale.

Nicolas LEPAIN

## **Prise de parole du Syndicat CGT de la CAF lors de la manifestation du 9 Octobre 2018**

Bonjour à toutes et à tous,

A la CAF, comme ailleurs, la situation est alarmante. En effet, le Conseil d'Administration de la CNAF s'est réuni le 11 juillet 2018 pour voter la COG (Convention d'Objectifs et de Gestion) Famille 2018/2022.

Malgré l'opposition des Syndicats CGT, FO et CFDT (eh oui !), la COG a été adoptée avec une minorité des voix (15 sur 35).

**Premier constat historique : aucun syndicat représentatif n'a voté pour et même le MEDEF s'est abstenu !**

Les grands titres de cette COG sont :

- ☞ Diminution de postes (environ 2.100)
- ☞ Baisse du budget de fonctionnement de la branche (-23%)
- ☞ Augmentation du recours au numérique
- ☞ Centralisation des données en un fichier unique allocataire
- ☞ La refonte du système d'information
- ☞ Renforcement des mutualisations entre CAF et entre branches de la SECU dans un but d'économie sur la masse salariale
- ☞ Fusion des budgets Action Sociale et Gestion Administrative qui acte la mort de l'Action Sociale
- ☞ La segmentation toujours plus poussée des prestations rendant leur accès de plus en plus complexe
- ☞ Réforme des aides au logement (à la baisse)
- ☞ Renforcement de l'accueil sur rendez-vous



Rappelons que les moyens mis en œuvre pour accomplir ces missions sont inexistants !

Les salariés ont subi, à marche forcée depuis plusieurs années, la dégradation des conditions de travail et la complexification de la législation.

**NOUS, CGT, ACCUSONS LES DIRECTIONS D'ÊTRE COMPLICES DE TOUT CELA ! ET NOUS RESTERONS PLUS QUE JAMAIS COMBATIFS ET INSTALLERONS UN VÉRITABLE RAPPORT DE FORCES.**

Amandine TOURNEZIOT

# PRISE DE PAROLE CGT AU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA CAF LE 8 OCTOBRE 2018

---



Mesdames et Messieurs les Administrateurs,  
Madame la Directrice,  
Aux élus du personnel,

La nouvelle COG prévoit des efforts sans précédent à la branche famille : 2.100 suppressions d'emplois d'ici à 2022 sur un total de 31.000 agents, au travers du non-remplacement des départs en retraite. En parallèle, un plan d'économie qui va se traduire par une baisse de 23 % des budgets hors masse salariale d'ici 2022, à noter que les budgets avaient déjà été réduits de 15 % entre 2013 et 2017. Tout cela au prix d'une dégradation des conditions de travail et des conditions d'accueil des usagers.

Le fonds national de gestion administrative ne progresse que de 2 % par an, ce qui équivaut une baisse des moyens alloués au vu de l'inflation et de l'explosion de la pauvreté (même principe pour l'ONDAM). Aussi le gouvernement a décidé de sacrifier la politique jeunesse dans ce pays pour recentrer le FNAS sur la petite enfance, alors même que les précédents objectifs n'ont pas été réalisés.

Rappelons que cette nouvelle COG a été adoptée par une minorité de voix, aucun syndicat représentatif n'a voté pour.

La logique est la même pour toutes les branches de la Sécurité Sociale.

Les dernières annonces du Président Macron ne présagent rien de bon pour le devenir des CAF. La création d'un revenu universel d'activité, qui consiste à fusionner les dispositifs alloués aux plus démunis, va drastiquement diminuer les droits, sur fond de discrimination, de « responsabilisation » des allocataires, de « stigmatisation », au nom d'une pseudo-dette. Ce dispositif sera mis en place en échange d'une participation active de l'allocataire qui devra accepter n'importe quelle offre d'emploi, ou encore faire du bénévolat (comme cela est déjà mis en place dans certains départements pour le RSA). Cela suppose que le précaire doit être reconnaissant, il doit dire merci et tout accepter, même ce qui n'est pas acceptable. Cette « stigmatisation » doit cesser, il est urgent d'identifier les vrais responsables de la situation, nous, nous les connaissons.

Comment nous, administrateurs, pouvons-nous adhérer à cette démarche et contribuer à l'humiliation que vivent les 9 millions de pauvres de ce pays ?

Le PLFSS discuté actuellement est massivement rejeté, il remet en cause les principes essentiels de construction de la Sécurité Sociale notamment celui de l'autonomie des finances sociales, à l'égard du budget de l'Etat. Avec ce projet de loi, la Sécurité Sociale devient alors une variable d'ajustement du budget de l'Etat, triste conséquence de la mise en place de la CSG et de la disparition du salaire brut. La CGT a alerté, depuis de longues années, des conséquences qu'aurait ce financement par l'impôt de notre institution, à savoir l'étatisation pure et simple ! Nous y sommes !

Les administrateurs, partout, que ce soit dans les CAF ou les CPAM, quelle que soit leur étiquette, doivent s'unir et combattre ces réformes. Si nous ne le faisons pas, nous serons réduits à n'être que des exécutants d'une administration directe de l'Etat, renvoyant les CA à de simples applicateurs d'une politique sociale injuste.

*Florie GAETA*



## DERRIÈRE LA CASSE DE L'HOPITAL PUBLIC, C'EST L'ÉGALITÉ D'ACCÈS AUX SOINS POUR TOUS QUI EST MISE EN CAUSE

Depuis des années, la CGT se bat contre le démantèlement de notre système de santé orchestré par le patronat, les grands groupes et mis en place par les gouvernements successifs.

La CGT, avec les salariés de la santé et de l'action sociale se battent depuis plusieurs mois pour combattre le Plan Régional Santé (PRS) porté par l'Agence Régionale de Santé (ARS) Centre Val de Loire. Une manifestation a été organisée lors de la tenue de la Conférence de l'ARS, au mois de mars dernier qui a conduit à ce que le vote de cette instance soit très divisé (adopté avec une courte majorité) contrairement à l'habitude. Seuls les syndicats CGT et FO ont voté contre ce deuxième plan régional de casse de l'hôpital public.

Ce plan, comme ceux présentés dans les autres régions, porte le démantèlement, la privatisation de l'hôpital public au profit des cliniques privées. Il acte la fermeture de maternités comme celles du Blanc dans l'Indre, Vierzon dans le Cher ou encore à Châteaudun dans l'Eure-et-Loir, Pithiviers dans le Loiret, Amboise dans l'Indre-et-Loire. Il acte aussi des fermetures de lits, de services, de spécialités dans l'ensemble des hôpitaux de la région. Les difficultés d'accès aux soins dans les localités ne cessent de s'accroître, avec pour conséquence un engorgement chronique des services d'urgence, un renoncement à se faire soigner et donc, de fait, la mise en danger des populations.

Des centaines de suppressions de postes de personnels soignants médicaux et paramédicaux, de personnels administratifs et techniques sont contenus dans ce PRS2 alors même que ceux-ci sont déjà dans une grande souffrance, faute de moyens humains. Ces restructurations ont des conséquences dramatiques, notamment une augmentation des suicides chez les salariés des hôpitaux. La maltraitance institutionnelle des personnels et des patients se généralise avec des conséquences dramatiques pour l'ensemble des habitants de la région. De plus en plus de médecins quittent aujourd'hui la région, ce qui aggrave la pénurie médicale au sein de nos territoires.

La Cgt a décidé de contester et de combattre ce plan en proposant des solutions alternatives.

Elle a pris l'initiative d'informer massivement les salariés et la population sur la nocivité des choix et déci-

sions de l'ARS sous l'égide du ministère de la santé. Une pétition demandant le retrait de ce plan et des moyens pour l'hôpital public a obtenu plus de 60 000 signatures. Une partie de ces pétitions ont ensuite été remises lors d'une séance plénière du Conseil Economique Social et Environnemental Régional (CESER) où la CGT est représentée, en avril dernier. Les militants CGT qui avaient pris place pour écouter les débats, ont obtenu que la deuxième instance régionale (composée de représentants du patronat, de l'associatif, des organisations syndicales de salariés), refusent à l'unanimité ce PRS et s'autosaisissent des questions concernant l'hôpital public. Dans la séance plénière qui a suivi, le Conseil Régional a également voté contre ce PRS, isolant un peu plus l'ARS et le gouvernement dans leur obstination à casser le système de soins issu de et financé par la Sécurité Sociale. Une commission spécifique a été créée, dans le CESER, avec pour mission d'entendre tous les acteurs du secteur (professionnels de santé, directions d'hôpitaux, représentants de l'ARS, élus du personnels, représentants des usagers, etc..). Cette commission rendra un rapport avec des préconisations.

**Dans la continuité des actions menées, afin de soutenir les usagers et salariés des hôpitaux, la CGT appelle à une GRANDE MANIFESTATION RÉGIONALE LE SAMEDI 24 NOVEMBRE 2018 à VIERZON - Esplanade La Française (Rue de la Société Française) à 14h30 pour la défense de nos hôpitaux publics, pour un accès aux soins de qualité et de proximité, et pour la défense de notre Sécurité Sociale.**

***Nous appelons donc l'ensemble des salariés, des citoyens, des usagers, des professionnels de santé, des comités de défense des hôpitaux, des mutualistes à se rassembler et à venir manifester, pour exiger le retrait de ce plan qui met gravement en danger les populations de notre région, exiger la réouverture des services de proximité fermés et des moyens pour remettre à flot l'ensemble des établissements publics de santé. Dans tous les territoires, nous avons besoin d'hôpitaux de proximité. N'attendons pas que les autres agissent à notre place, retrouvons le chemin de l'action pour de nouvelles conquêtes sociales dès le 24 novembre à VIERZON pour notre région.***

**PARCE QUE NOTRE SANTÉ N'A PAS DE PRIX  
TOUS ENSEMBLE MOBILISONS-NOUS  
POUR PLUS DE MOYENS POUR L'HOPITAL PUBLIC  
LE 24 NOVEMBRE A VIERZON - ESPLANADE LA FRANÇAISE**







## JOURNÉE D'ÉTUDE « RETRAITE »

# JEUDI 29 NOVEMBRE 2018

de 8 h 30 à 17 h 00 - Salle Marcel Paul-Gazelec  
Rue Louis Mallet à BOURGES

Vous n'êtes pas sans connaître les prétentions du gouvernement et du patronat sur les questions des retraites, et le calendrier de la "concertation" qui nous attend. Macron entend reporter de quelques mois le débat parlementaire pour ne pas perturber la campagne des élections européennes à venir.

La Commission Exécutive de l'UD d'octobre a décidé de ne pas attendre que des annonces soient faites pour armer les militants et les syndiqués. Elle a décidé d'une première journée d'étude sur ce sujet.

Cette journée est ouverte à tous les syndiqué(e)s. Plus nous serons nombreux à être formés, plus nous serons en capacité d'expliquer à plus de salarié(e)s les enjeux de cette attaque et nos propositions.

Vous avez jusqu'au 29 octobre inclus pour déposer vos demandes de congé de formation syndicale auprès de vos directions, d'informer l'UD de votre participation et de réserver le repas qui sera pris en commun au prix de 12 € par personne.

**COMPTANT SUR LA PRÉSENCE DU PLUS GRAND NOMBRE, TOUT LE MONDE EST CONCERNÉ.**



### **ELECTIONS PROFESSIONNELLES 2018** **1er et 2nd DEGRE : Depuis 30 ans ... Où en sommes-nous ... ?**

*30 ans de politiques de réductions des moyens humains et matériels..., 30 ans de conditions d'accueil d'élèves relevant du handicap toujours plus compliquées malgré les lois de 2005 et 2009..., 30 ans de dégradation de nos conditions de travail..., 30 ans de violence crescendo d'élèves et de parents..., 30 ans de métier subi, de reconnaissance professionnelle arbitraire..., 30 ans de multiples réformes non abouties..., 30 ans de souffrance grandissante au travail..., 30 ans de consensus et de compromis, divisant toujours un peu plus les collègues..., 30 ans de pression de la hiérarchie....*

**Pas de liste CGT EDUC'ACTION pour les CAPD du 1er degré mais listes CAPA 2nd degré et au niveau ACADEMIQUE, NATIONAL et MINISTERIEL, il y a des listes CGT Educ'ACTION !**

**VOTER est un DROIT : à utiliser pour décider de VOTRE avenir professionnel pour les quatre prochaines années ...**

**Pour TOUS les élu-es CGT Educ'Action qui vous ont aidé-es, qui vous aident et qui vous aideront, qui poursuivront la reprise en main sur notre travail, qui réinjecteront du droit fondamental au cœur de notre métier...  
**Pour NOS ELEVES et pour NOUS les Professionnel-les !****

↓  
**Manifestez-vous  
EN VOTANT  
pour les listes**

**CGT EDUC'ACTION**

- Académique
- Nationale
- et Ministérielle !

- ↓
- ☞ de la **CAPA** (Commission Administrative Paritaire Académique)
  - ☞ du **CTA** (Comité Technique Administratif)
  - ☞ de la **CAPN** (Commission Administrative Paritaire Nationale)
  - ☞ du **CTM** (Comité Technique Ministériel)

↓  
**OSONS LE  
CHANGEMENT  
D'ORIENTATION !**

**ARRETONS LE  
CONFORT  
INCONFORTABLE !**

**Voter CGT Educ'Action, c'est voter pour la CGT, première organisation syndicale interprofessionnelle, c'est placer le combat pour un service public d'éducation de qualité au cœur des luttes sociales.**

**Avec les élu-es CGT, faites entendre votre voix, faites respecter vos droits,**

**du 29 novembre au 6 décembre 2018 !**

**SDEN CGT Educ'Action du 18**

## LES RETRAITÉS DANS LA RUE LE 18 OCTOBRE

Oui, avant d' "être à la rue" — ce qui risque de leur arriver si les mauvais coups continuent à ce rythme — les retraités en colère sont descendus dans la rue le 18 octobre, comme le 15 mars et le 14 juin, pour protester contre les mesures du gouvernement libéral et du "président des riches".

A l'appel national du "groupe des 9", auquel s'étaient jointes d'autres organisations de retraités, 500 manifestants à Bourges et 250 à Vierzon se sont rassemblés pour dénoncer le mépris dont ils sont victimes.

A St-Amand, un rassemblement a également eu lieu et un certain nombre de personnes étaient venues à Bourges.

Les 15 mars et 14 juin, les retraités protestaient contre l'augmentation de 1,7 % de la CSG (en réalité, augmentation, donc, de 25 % de celle-ci) à compter du 1er janvier. Rappelons que l'USR 18 et l'UD 18 sont opposées à l'existence même de la CSG ; mais depuis quelques semaines, l'annonce de la revalorisation maximale des retraites de 0,3 % en 2019 et 2020 est venue en "remettre une couche" ! Rappelons qu'en 2018, il n'y aura aucune revalorisation. Le montant des pensions est resté bloqué de 2013 à 2017 (hormis les 0,1 % d'octobre 2015). Entre hausse des prix, hausse de la CSG, stagnation des pensions, c'est plus d'un mois de retraite qui a été pris dans la poche des retraités !

Tout cela s'ajoute aux mauvais coups des gouvernements antérieurs : suppression de la 1/2 part fiscale pour les veuves et veufs, fiscalisation des compléments de pension, etc...



**Nous réclamons une véritable revalorisation des pensions, le retour à leur indexation sur le salaire moyen, la suppression de la CSG, la prise en charge de la perte d'autonomie à 100 % par la Sécurité Sociale, de même que de toutes les dépenses liées à la santé ou au handicap, l'égalité du montant des pensions entre hommes et femmes, une retraite minimale égale au SMIC (que nous revendiquons à 2.000 € bruts), le maintien et l'augmentation des pensions de réversion.**

A Bourges, après un rassemblement à l'ancienne Maison de la Culture, avec témoignages de plusieurs manifestants, le cortège s'est rendu à la Préfecture, où une délégation a été reçue par la Sous-préfète, directrice de cabinet. A Vierzon, manifestation et audience à la Sous-préfecture.

Dans ces deux derniers lieux, nous avons exprimé nos revendications, qui ont été, comme d'habitude, prises en note ... et seront retransmises "en haut lieu" ... En "haut lieu" on recommande aux retraités d'"arrêter de se plaindre", après avoir dit qu'il fallait "arrêter de les emmerder" ! Mais qui les "emmerde" ainsi ??

**Restons vigilants et continuons à lutter aux côtés des actifs, face aux menaces qui se profilent avec la future réforme des retraites.**

Pour le Bureau USR 18 - [Gérard Melin](#)





## ALLOCUTION PRONONCÉE LORS DU REPAS LSR À ST-FLORENT LE 11 OCTOBRE 2018



Chers Amis, Chers Camarades,

Au nom de l'USR-CGT du Cher, je vous apporte un salut fraternel. Non les retraités ne sont pas des nantis, l'immense majorité des retraités ont du mal à joindre les deux bouts. Le président des riches, Macron, insulte et méprise les retraités, il refuse toujours d'entendre les légitimes revendications de ceux-ci. Il nous faut vraiment hausser le ton avec des revendications claires et précises quant aux besoins des retraités d'aujourd'hui.

Au niveau national comme au niveau local, une action est prévue pour le 18 octobre. Cette action retraités est à l'initiative de 9 organisations syndicales et associations dont LSR. Il nous faut agir pour se faire respecter, les retraités sont utiles à la nation, ce qu'apportent les retraités dans les comités des fêtes - mairies - députés, bénévoles en tout genre, garde des petits enfants, si demain ces retraités cessaient toutes ces activités, la France fonctionnerait moins bien. Macron, son gouvernement ainsi que la finance et le MEDEF veulent détruire les acquis sociaux d'après-guerre. Oui à l'augmentation de nos pensions. Luttons pour la suppression de la CSG.

La Sécurité Sociale est en grand danger, il faut réagir pour sauver notre Sécu, notre Sécu a été créée par la volonté syndicale et politique de 1945. Ambroise Croizat, ministre communiste, a été à l'origine de sa mise en place ; comment expliquer que ce qui a été possible en 1945, alors que le pays sortait de la guerre, ne pourrait plus exister aujourd'hui ?

Cette société est invivable, nous sommes placés devant un choix de société, pouvons-nous continuer à vivre dans ces conditions aujourd'hui ?

L'argent existe pour satisfaire les besoins des salariés comme des retraités, 80 milliards se sont évadés à l'étranger pour échapper à l'impôt en France, cela est un manque important pour faire fonctionner nos hôpitaux et autres services publics qui font tant défaut, surtout en milieu rural.

Pour les retraités, l'accès aux soins est un véritable problème, les hôpitaux de proximité sont menacés en région Centre. L'hôpital du Blanc est menacé avec la fermeture de la maternité tout comme l'avenir de l'hôpital de Vierzon.

L'initiative du référendum sur l'avenir de l'hôpital organisé par la mairie est une bonne initiative. De par cette politique de destruction des territoires, c'est une grave menace pour la démocratie locale, et sur l'avenir de nos communes.

L'Hôpital de Vierzon appartient aux citoyens de Vierzon et des alentours. La destruction de ces hôpitaux est le fait de la loi Bachelot qui préconisait, dans sa loi, un hôpital public par département, cette loi n'a jamais été remise en cause par F. Hollande et son gouvernement.

Oui, les retraités, nous avons du pain sur la planche. Je rappelle qu'il existe 23 sections de retraités CGT dans ce département, c'est important il nous faut d'avantage de jeunes retraités ; l'USR-CGT du Cher n'a toujours pas de secrétaire général ; au niveau du bureau, nous faisons au mieux pour accomplir nos tâches.

Ce repas LSR est important, ravi d'y participer ; ce moment festif est important pour tous les militants CGT. Merci de m'avoir écouté.

**Vive LSR - Vive l'USR-CGT du Cher - Vive la CGT.**

*Robert GRILLON  
Membre du Bureau de l'USR-CGT du Cher*